

Contribution de la Tendence CLAIRE contre la signature par le NPA de l'appel réformiste « Non à la soumission aux marchés financiers »

La Tendence CLAIRE du NPA condamne la signature par la direction de notre parti de l'appel intitulé « Non à la soumission aux marchés financiers », au côté des organisations du Front de gauche et de quelques autres (cf. le texte et les signataires de cet appel ci-dessous).

Il est certes juste de dénoncer la politique de l'Union européenne et des gouvernements qui veulent faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples en se soumettant aux exigences des banques — et en fait plus généralement aux trusts capitalistes. **Il est juste également de dénoncer la volonté des gouvernements d'intégrer dans la Constitution des États l'objectif de l'équilibre budgétaire** : cela rendrait encore plus contraignantes les règles de l'Union européenne visant à réduire les dépenses publiques avant tout en supprimant des postes de fonctionnaires et/ou en baissant leurs salaires, en aggravant encore la liquidation de services publics utiles à la population.

Pour autant, **cet appel est inacceptable car contraire aux orientations fondamentales du NPA, y compris aux décisions de son congrès en février dernier :**

- 1) Il se cantonne à une protestation « citoyenne », laissant croire au passage que jusqu'à présent les « politiques économiques » seraient soumises à la « *décision citoyenne* » et culminant sur... ***l'interpellation des parlementaires, sans la moindre perspective de mobilisation des travailleurs, fût-elle partielle !***
- 2) Cet appel ***soutient indirectement le sauvetage des banques par l'argent public de l'État en 2008-2009***, en arguant que la constitutionnalisation » de l'équilibre budgétaire aurait empêché une telle mesure. Or le NPA a au contraire toujours condamné cette opération au service du capitalisme, qui n'est que le pendant des nouvelles attaques contre les travailleurs pour qu'ils paient la facture de la crise.
- 3) Enfin, ***cet appel se prononce pour « un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques », ce qui implique qu'une partie de celles-ci serait légitime*** et devrait donc être payée par les travailleurs. Or la position du NPA, adoptée par son congrès après un débat explicite sur cette question même, est clairement celle de l'***annulation de la dette publique***, considérée comme illégitime car au service des capitalistes. Et nous devons ajouter clairement que cela ne sera possible que par l'expropriation et la nationalisation sous contrôle ouvrier des banques, du système financier et des grands trusts capitalistes, donc par la prise du pouvoir des travailleurs eux-mêmes, qui seule permettra d'en finir avec le capitalisme et de réorganiser l'économie selon la logique des besoins et non du profit.

La signature de cet appel a été décidée à l'unanimité du Comité exécutif, c'est-à-dire aussi bien par les partisans d'alliances stratégiques avec le Front de gauche que par la nouvelle direction issue de la dernière Conférence nationale, qui s'oppose aux accords électoraux avec le Front de gauche. Il est inadmissible que la nouvelle direction mette le NPA à la remorque du Front de gauche en lui faisant adopter ses élucubrations citoyennistes sous prétexte d'« unité » ! Sur ce plan, n'y aurait-il aucune rupture avec la politique de la précédente direction, qui a mené le NPA à l'impasse et à la crise justement parce qu'elle l'a rendu constamment suiviste à l'égard des réformistes, au lieu de développer une orientation révolutionnaire ?

D'autre part, il est clair que l'unité des organisations syndicales et politiques qui se réclament de la défense des travailleurs est un objectif majeur pour la mobilisation des masses et suppose que le NPA accepte, voire initie des accords entre ces organisations pour définir des revendications et des appels à l'action : c'est le principe du « ***front unique ouvrier*** ». Mais **cela ne peut se faire que sur la base de revendications justes, quoique partielles, et en aucun cas en adoptant des positions contradictoires avec celles que l'on défend !**

C'est d'ailleurs exactement ce qu'avait fort bien expliqué les camarades de l'ex-position 2 l'an dernier à la même époque pour dénoncer la signature par la direction d'alors d'un appel « républicain » sous prétexte

d'unité contre la politique de Sarkozy contre les Roms... Un an après, il est navrant de constater que les mêmes camarades, qui co-dirigent désormais le parti, signent le même type d'appels que ceux qu'ils dénonçaient avec virulence lorsqu'ils étaient dans l'opposition !

Cet épisode prouve que nous avons eu raison, durant la préparation de la Conférence nationale, où nous avons impulsé le Texte C en le défendant avec d'autres camarades, de mettre en garde contre les accords de direction au sommet et la confusion stratégique du « Texte A ». Au-delà de la candidature de Philippe Poutou, pour laquelle nous nous engageons activement – tout en nous réservant le droit de critiquer les orientations de la campagne autant que nécessaire –, il est évident que la clarification politique reste à faire car elle a été empêchée durant la Conférence nationale, que la nouvelle direction a voulu centrer uniquement sur la question de la candidature¹.

Les camarades qui veulent doter le NPA d'un programme et d'une stratégie révolutionnaires doivent rester vigilants, soutenir au cas par cas les aspects positifs de la politique menée par la nouvelle direction, mais se regrouper aussi pour combattre la confusion qu'elle entretient sur le fond, pour avancer vers un NPA clairement révolutionnaire et donc pour construire au plus vite une grande tendance révolutionnaire.

Paris, le 25 juillet 2011

Voici l'appel en question :

Non à la soumission aux marchés financiers Les peuples ne doivent pas payer leur crise !

L'Union européenne et les gouvernements utilisent les dettes publiques pour imposer aux peuples d'Europe une véritable purge sociale. Alors que les banques et autres opérateurs financiers n'en finissent pas de spéculer sur les dettes publiques, il faudrait que ce soit les populations qui payent une crise dont les marchés financiers sont les premiers responsables et uniques bénéficiaires.

C'est pour cela que les gouvernements de l'Union, la Commission et le Parlement européen, avec la participation active de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international, veulent imposer une nouvelle gouvernance économique asservie à la finance avec pour objectif de mettre sous surveillance accrue les budgets nationaux, de durcir les sanctions contre les Etats en cas de déficit dit excessif et de réduire les dépenses publiques.

Le pacte « euro plus » utilisait déjà la crise de la dette pour imposer l'austérité, la baisse des salaires des pensions et des retraites, la diminution du nombre de fonctionnaires, la flexibilité du travail, le recul de l'âge du départ en retraite, la casse des systèmes de protection sociale, tout en réduisant les pouvoirs des organisations syndicales. Le tout, au seul bénéfice des actionnaires des grandes sociétés et du système financier international ! Une mesure déjà prise, le « semestre européen », vise à soumettre au Conseil et à la Commission, les budgets des États avant même qu'ils soient débattus par les parlements nationaux.

Pour essayer de verrouiller totalement ce montage, les gouvernements européens veulent intégrer dans la loi fondamentale des États l'objectif de l'équilibre budgétaire, ce que Nicolas Sarkozy appelle « la règle d'or ». Stupide économiquement - que se serait-il passé si cette règle avait été appliquée au moment de la crise financière où les États ont renfloué les banques -, cette proposition est une agression contre la démocratie, car les politiques économiques seraient ainsi totalement soustraites au débat politique et à la décision citoyenne. Une telle disposition, adoptée par les parlementaires des deux chambres, ne doit pas être intégrée dans la Constitution française comme le veulent le président de la République et l'Union Européenne.

Les citoyens et les citoyennes ne doivent pas payer les dettes qui sont le résultat de la soumission des États aux marchés financiers. Ces dettes sont illégitimes et les peuples ne doivent pas en faire les frais. Il faut exiger aujourd'hui un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques. Dans l'immédiat, les organisations signataires appellent les citoyennes et les citoyens, leurs organisations associatives, syndicales et politiques à se mobiliser contre la constitutionnalisation de l'austérité et les parlementaires à voter contre ce texte si Nicolas Sarkozy osait malgré tout convoquer le Parlement en congrès à Versailles.

ATTAC, CGT-Finances, FASE, Fondation Copernic, GU, Les Alternatifs, Marchés européennes, MPEP, NPA, PCF, PCOF, PG, Union syndicale Solidaires

**Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr – Téléphone : 06 64 91 49 63**

¹ Cf. notre compte-rendu de la CN.